

La pauvreté infantile est en hausse, balayant les progrès historiques réalisés en matière de réduction de pauvreté, révèle un nouveau rapport

Pour diffusion immédiate - Campagne 2000 est une coalition nationale non partisane dont le mandat est de surveiller les avancées du gouvernement fédéral (ou les reculs) dans la lutte contre la pauvreté des enfants et des familles. Le plus récent rapport de Campagne 2000 indique qu'en 2021, malgré des avancées historiques en 2020, les taux de pauvreté infantile à l'échelle nationale ont grimpé en flèche. Alors que les mesures de soutien pandémiques prenaient fin et que le coût de la vie augmentait, les taux de pauvreté ont bondi, confinant plus d'un million d'enfants à la pauvreté.

« Vingt-quatre ans se sont écoulés depuis 2000, année où l'engagement du gouvernement fédéral à éliminer la pauvreté devait se concrétiser », a dit Chris Brillinger, directeur général de Family Service Toronto, l'organisme qui chapeaute Campagne 2000. « La pandémie a révélé qu'il est possible d'éradiquer la pauvreté avec des transferts accrus aux familles et des investissements audacieux avérés efficaces pour réduire les taux de pauvreté. Il ne nous reste que six ans pour atteindre les objectifs de développement durable des Nations Unies, le premier étant « pas de pauvreté », auxquels nous nous sommes engagés. Nous devons avoir des cibles plus ambitieuses et un plan réalisable pour mettre fin à la pauvreté d'ici 2030 ».

Le nouveau rapport national, *Les progrès inédits pour réduire la pauvreté en voie d'être balayés*, indique que les taux de pauvreté infantile ont augmenté dans chaque province et chaque territoire de 2020 à 2021. Sa publication sera coordonnée à celle des rapports de nos partenaires en Colombie-Britannique, en Alberta, au Manitoba, en Ontario, au Nouveau-Brunswick, à l'Île-du-Prince-Édouard, à Terre-Neuve-et-Labrador, au Nunavut et en Nouvelle-Écosse.

« Les gouvernements provinciaux et territoriaux ont un rôle critique à jouer pour que le Canada réalise son engagement à mettre fin à la pauvreté », a dit Christine Saulnier, directrice du Centre canadien de politiques alternatives - Nouvelle-Écosse et co-auteurice du rapport sur la pauvreté de la Nouvelle-Écosse. « En travaillant de concert avec le gouvernement fédéral, nous pouvons, en toute urgence, mettre en œuvre des politiques publiques qui se sont avérées efficaces pour réduire la pauvreté. Nous avons les moyens financièrement; ce qu'il nous faut maintenant, c'est la volonté politique ».

Les taux de pauvreté étaient démesurément élevés chez les personnes marginalisées, notamment les enfants des Premières Nations, les enfants inuits et métis et les enfants racisés et migrants, à cause des effets du colonialisme, du racisme et de la discrimination systémique. Le rapport insiste sur la nécessité d'adopter une approche fondée sur les droits et qui tient compte des traumatismes pour l'élaboration de politiques.

« Les gouvernements au Canada ont l'obligation de respecter le droit de toutes les personnes à un niveau de vie adéquat. La pauvreté contrevient à ce droit », a dit Natalie Appleyard, membre du comité de direction de Campagne 2000 et analyste des politiques pour Citizens for Public Justice. « Si nous tenons véritablement à une société où tout le monde est traité également, où chaque enfant peut grandir entouré de soins et ses besoins comblés, il faut repenser nos priorités en matière de dépenses et notre attitude à l'égard de la pauvreté au Canada ».

Cette mise à jour 2023 propose un plan de lutte contre la pauvreté viable, réalisable et soutenu et formule plus de trente recommandations portant sur les inégalités, la sécurité du revenu, le logement, les services de garde à l'enfance, le travail décent et les soins de santé.

« L'enfance, l'étape la plus sensible du développement humain, ne survient qu'une fois dans la vie des enfants. Ils en paient cher le prix lorsque nos politiques et nos programmes ne les mettent pas à l'abri de la pauvreté », a dit Sevaun Palvetzian, présidente et cheffe de la direction d'UNICEF Canada. « En tant que pays membre du G7 et une des plus grandes économies au monde, le Canada peut faire plus pour assurer le droit de chaque enfant à un niveau de vie adéquat - ce que chaque enfant mérite ».

-30-

Coordonnées – personnes-ressources (national)

Hannah Barrie, chercheuse chargée du projet, Campaign 2000, hannahba@familyservicetoronto.org, 613-619-4793.

Porte-parole francophone : Natalie Appleyard, Citizens for Public Justice, 613-552-3439, natalie@cpi.ca

Coordonnées - personnes-ressources (provinces et territoires)

Yukon : Kristina Craig, directrice générale, Yukon Anti-Poverty Coalition, 867-334-9318, ed@yapc.ca

Territoires du Nord-Ouest : Janine Harvey, directrice générale, Tahiuqtiit Women's Society, membre de Right to Housing Canada, janineharvey11@gmail.com

Nunavut : Amautiit: Nunavut Inuit Women's Association, admin@amautiit.ca

Colombie-Britannique : Adrienne Montani, directrice générale, First Call Child and Youth Advocacy Society, 778-320-4561, adrienne@firstcallbc.org

Alberta : Bradley Lafortune, directeur général, Public Interest Alberta, cellulaire : 780-901-1177, Brad.Lafortune@PIAlberta.org et Sydney Sheloff, Edmonton Social Planning Council, 780-423-2301, poste 354, sydneys@edmontonsocialplanning.ca

Saskatchewan : Miguel Sanchez PhD, Université de Regina, 306-550-7322, miguel@uregina.ca

Manitoba : Kate Kehler, directrice générale, Social Planning Council of Winnipeg, 204-943-2561, cellulaire 204-590-8932, kkebler@spcw.mb.ca

Ontario : Mithilen Mathipalan, Family Service Toronto, coordonnateur, action sociale, coordonnateur de Campagne 2000 Ontario, 416-595-9230, poste 298, cellulaire 416-666-8491, mithilenma@familyservicetoronto.org

Nouveau-Brunswick : Randy Hatfield et Heather Atcheson, Human Development Council, 506-634-1673, randy@sjhdc.ca; heather@sjhdc.ca

Nouvelle-Écosse : Lauren Matheson, Centre canadien de politiques alternatives - Nouvelle-Écosse, cellulaire 902-579-9555, lmatheson@policyalternatives.ca

Île-du-Prince-Édouard : Mary Boyd, 902-969-2693, MaryBoyd@live.ca

Terre-Neuve-et-Labrador : Katie Keats, gestionnaire du fonds de développement et des communications, Choices for Youth. 709- 754-0446, poste 213/ cellulaire 709-597-2401

INFORMATION GÉNÉRALE :

Faits saillants de la mise à jour nationale 2023, *Les progrès inédits pour réduire la pauvreté en voie d'être balayés*

- **Plus d'un million d'enfants vivaient en situation de pauvreté** (1 162 460 ou 15,6 %) en 2021.
- **Le taux de pauvreté infantile à l'échelle nationale a augmenté de 2,1 points de pourcentage** de 2020 à 2021 après une réduction historique de 4,2 points de pourcentage de 2019 à 2020. Cette hausse représente 163 550 enfants de plus en situation de pauvreté.
- **Le taux de pauvreté est plus élevé (16,1 %) pour les enfants âgés de moins de six ans** que pour tous les autres enfants.
- **Les taux de pauvreté infantile ont augmenté dans chaque province et chaque territoire**, les hausses les plus importantes parmi les provinces étant en Saskatchewan (24,2 %) et au Nunavut pour les territoires (35,8 %).
- **L'écart entre les familles bien nanties et les familles à faible revenu s'est creusé** : les familles dans le décile inférieur de la distribution des revenus n'avaient que 1,6 % de la part totale des revenus, tandis que les familles dans le décile supérieur en avaient 25,4 %.
- **Les transferts gouvernementaux, comme l'Allocation canadienne pour enfants (ACE), sont de puissants leviers pour la réduction de la pauvreté.** L'ACE a effectivement réduit la pauvreté des enfants au Canada de 9,2 points

de pourcentages en 2021.

- **La pauvreté des enfants et des familles touche démesurément les communautés marginalisées** en raison de la violence historique et contemporaine résultant du colonialisme, du racisme et de la discrimination systémique.
- **Le programme universel de services de garde à l'enfance du Canada doit inclure les enfants des familles à faible revenu** et une tarification mobile variant de 0 à 10 dollars au maximum par jour. Toute expansion des services de garde doit se faire dans le secteur public et le secteur à but non lucratif.

Campagne 2000, chapeauté par Family Service Toronto, est un réseau pancanadien et non partisan de 120 organismes nationaux, provinciaux, territoriaux et communautaires dédiés à mettre fin à la pauvreté des enfants et des familles au Canada. Pour télécharger les rapports de 2023 ou pour obtenir plus d'information, rendez-vous à <http://www.campaign2000.ca>.